

DEUXIEME TABLE RONDE
“Parler Méditerranéen”: nouveaux langages, nouvelles visions.

Modérateur:

Fadila **ANOUAR**, Editeur en Chef de 2M (Maroc)

Intervenants:

Sima **BAHOUS**, Président du Haut Conseil des Médias (Jordanie)

Boris **BERGANT**, Directeur des Relations Internationales de RTVSLO (Slovénie), Vice Président de l’UER

Erik **BETTERMAN**, Directeur Général de Deutsche Welle (Allemagne)

Nacer **MEHAL**, Directeur Général de APS, Vice Président de l’Alliance des Agences de Presse de la Méditerranée (Algérie)

Isona **PASSOLA**, Présidente de APIMED (Espagne)

Aidan **WHITE**, Secrétaire Général de l’IFJ – Fédération Internationale des Journalistes (Belgique)

La séance a été enrichie par la projection de vidéos provenant de RTVSLO et de Deutsche Welle, qui sont des exemples de programmes TV multilingues (principalement d’information) s’adressant respectivement à la région des Balkans et aux publics arabophones.

En référence au thème de la session, M. **Betterman**, Directeur Général de Deutsche Welle, a insisté sur le fait que, depuis des milliers d’années, la Méditerranée donne de « nouvelles impulsions culturelles au Nord de l’Europe en absorbant d’ici des idées à son tour », et il a ajouté que dans cette ère de mondialisation « il devrait aussi y avoir plus de coopération au delà des frontières linguistiques et culturelles ».

C’est dans un tel contexte qu’une chaîne centre-européenne comme Deutsche Welle peut elle aussi relever le défi de jouer « le rôle de pont d’échanges d’information et de culture », cela en référence à sa maxime « depuis le cœur de l’Europe ».

Dans ce but, différentes initiatives ont été mises en place, telles que le *DW Point* - antennes d’information multimédias et multilingues ouverts en Syrie et à Amman - le service arabe de *DW TV*, qui diffuse désormais huit heures par jour dans plus de 20 pays, du Maroc à l’Arabie Saoudite, *DW Radio*, média clé de cette région et, enfin, des activités dans le domaine de la formation, adressées aux personnes travaillant dans le secteur des médias.

Concernant le programme arabe de DW, M. Bettermann a souligné que « le résultat majeur de ce programme est donné par le processus multiculturel qui est en train de se développer au sein de la chaîne », un bénéfice humain et professionnel nourri par l’emploi de plus d’un tiers des collaborateurs provenant de 16 pays différents.

Conformément à un passage inclus dans le recueil de poèmes « East-West Divan » de Goethe – « Quiconque connaît les autres aussi bien que soit même doit également admettre que l’Est et l’Ouest sont désormais inséparables » - M. Betterman a déclaré « nous, à Deutsche Welle, ne sommes peut-être pas « Méditerranéens », mais nous parlons la même langue quand il s’agit de notre vision de vivre ensemble dans la paix, la diversité et la liberté ».

Dans le même ordre d’idées, M. **Bergant** a diffusé un spot promotionnel présentant un ensemble varié de différents magazines multilingues (provenant de Croatie, Hongrie, Allemagne, Italie, Slovénie) qui composent le programme télévisé *Alpen-Donava-Adria*, « le plus ancien projet multilatéral transfrontalier encore diffusé », qui a célébré sa 25^{ème} année d’émission. Quand ce projet fut lancé, pendant la guerre froide, « il recueillait des systèmes culturels et sociaux très hétérogènes. Il fut pionnier dans son genre, mais il a lentement évolué, en devenant une initiative autonome ». Par cet exemple, il conclut, nous apprenons que, « au delà des circonstances, les professionnels sont capables de comparer et de partager méthodes et expériences en travaillant ensemble ».

Aujourd’hui, grâce à l’utilisation des nouvelles technologies de la communication, il est possible d’améliorer l’interactivité et le dialogue avec nos « voisins », par l’élargissement d’une perspective qui, habituellement, ne se concentre qu’au niveau national.

La discussion sur ces expériences concrètes de télévision évoluant progressivement vers un point de vue institutionnel, le modérateur a donné la parole à Mme **Bahous**, Présidente du Haut Conseil des Médias de Jordanie : « la mosaïque des cultures méditerranéennes risque d'être emportée par les solutions standardisées que proposent les médias aujourd'hui. Actuellement, le risque d'être enclos dans des enceintes culturelles est haut ». Et ces risques auront un effet négatif sur la diversité culturelle. « Nous avons besoin de différents modèles alternatifs. Nous ne devrions pas craindre de combattre la mondialisation culturelle, certainement pas en nous renfermant sur nous mêmes, mais en revendiquant notre identité, en apprenant plus et en vivant ensemble. » Elle affirme encore que « le concept de culture n'est pas statique » mais, au contraire, il évolue et embauche continuellement ; ce n'est pas « une force séparatrice mais, au contraire, une force qui réunit, harmonieuse, accueillante et éclairante ».

En citant Bernard Shaw – « la paix n'est pas seulement mieux que la guerre, mais c'est quelque chose d'infiniment plus ardu » - Mme Bahous a souligné le rôle que doivent jouer les médias pour collaborer à l'atteinte de cet objectif : en effet, on demande aux médias d'enseigner la démocratie, la non-violence, la tolérance, la solidarité et la justice, et de construire une « Culture de la Paix ». Nous, dans le secteur des médias, devons penser à la façon par laquelle passer d'une *société de l'information*, qui a dominé jusqu'à maintenant, à une *société de la connaissance* ». Pour cela, « nous devons chercher dans nos modes de production, dans nos modes de promotion des échanges d'information, dans nos modes de promotion des contenus et des formats médiatiques, qui sont spécifiquement euro-méditerranéens, spécifiquement multi-culturels et multilingues ». Elle a insisté sur le fait que « la Jordanie est en train de promouvoir cette nouvelle approche, tel qu'un catalyseur de stabilité et de paix dans la Région », travaillant à l'interdépendance, au dialogue inter-religieux et à l'échange Nord-Sud et Sud-Sud.

Dans ce même esprit, elle a signalé les récentes initiatives réalisées en Jordanie : ouverture du secteur privé aux investissements dans les médias ; renforcement du secteur des technologies de l'information ; approbation récente de la nouvelle « loi sur la Presse et la Publication » empêchant l'arrestation et l'emprisonnement des journalistes ; la prochaine adoption de la « loi sur la liberté de l'information » ; et, enfin, la décision de créer, à travers le Haut Conseil et de nombreuses Universités publiques et privées, des institutions qui se consacrent à l'éducation et à la formation de qualité dans le secteur des Médias.

En soulignant le rôle des médias comme les vecteurs de tout message et de tout dialogue, M. **Mehal** a insisté sur le fait que leur « mission primordiale est de se consacrer à l'inter-culturalité ». Cependant, dans le Bassin Méditerranéen, la distance entre le Nord et le Sud est devenue grande et déséquilibrée ; cela est particulièrement dû au fait que « l'ensemble des satellites de la rive Nord transmet tout genre de contenu ». En effet, les téléspectateurs du Sud sont devenus « des consommateurs directs des modèles culturels et des produits d'information du Nord qui sont vecteurs d'un mode de vie et d'une façon d'être » touchant plus spécialement le jeune public. M. Mehal a parlé d'une forme de « TV addiction » générée par la forte présence d'antennes paraboliques sur les maisons de la rive Sud, ce qui a introduit un « miroir » du quotidien de la vie occidentale. En partant de cet état de fait, ce « parler *Méditerranéen* » est-il à sens unique ? Comment rééquilibrer cette situation ? Il devient urgent de « recréer la relation Nord-Sud » : il a ajouté que, d'une part, il est nécessaire de signaler les promesses échouées, dans ce sens, par les organismes internationaux mais, d'autre part, il est important également de souligner les « volontés » qui sont déjà en place et qui oeuvrent pour que ce « parler *Méditerranéen* » devienne quelque chose de concret. Il existe effectivement de nombreux produits audiovisuels de qualité provenant de la rive Sud, des programmes télévisés et des débats pouvant pousser vers l'avant l'interaction et l'échange Nord-Sud.

Après avoir signalé quel rôle ont les journalistes dans l'action de soutien et de promotion du dialogue, M. **White** a souligné le contexte difficile et les grandes questions d'éthique auxquelles ils doivent faire face aujourd'hui.

« Il m'arrive souvent de me sentir mal à l'aise à la vue de certaines images [...] ; bien sûr nous devons rapporter les informations parce que cela est absolument vital et on ne peut pas l'ignorer, mais il est important de comprendre quelles sont les conséquences de nos actes » [...] : « je suis

inquiet à propos du fait que parfois nous, les médias, ne sommes pas véritablement conscients du pouvoir que nous avons aujourd'hui : c'est un pouvoir qui doit être compris et utilisé de façon professionnelle et efficace ».

L'image du journaliste Bbc enlevé, Alan Johnson, montrée par M. White, a posé un nouveau problème fondamental : « les enlèvements et les assassinats de nos collègues – lesquels ont atteint des chiffres records - devraient être un signal pour montrer que même si nous, gens des médias, nous n'arrivons pas à comprendre le pouvoir que nous avons, croyez moi, ceux qui veulent contrôler et influencer les médias l'ont très bien compris ». Et, à propos de ces risques de la profession, il a recommandé premièrement, « la sécurité et la protection de la profession et des opérateurs ; deuxièmement, « la promotion d'un niveau plus haut de qualité de l'information » ; enfin, « le rôle important que les médias et la communication peuvent jouer pour le développement ».

Au sujet des mesures législatives actuellement en place dans le secteur, il a déclaré : "je regrette que nos leaders politiques soient bloqués dans leur réponse aux questions critiques afférant aux médias. On les voit engagés dans un programme sécuritaire qui est malheureusement basé sur la fragmentation des libertés civiles et des droits fondamentaux ». Puis, il a cité deux exemples récents d'initiatives de loi « pour confirmer mon opinion sur le fait que, même dans un monde démocratique, je ne crois pas que la liberté d'expression soit certaine aujourd'hui » : d'abord, la présentation, par le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, d'une nouvelle restriction de l'article 19 sur la liberté d'expression; ensuite, la décision de l'Union Européenne de présenter une approche européenne élargie sur la question du déni du génocide. Il a conclu que « ces questions ont tendance à plus s'orienter vers la censure que vers l'ouverture, et je pense que cette approche gouvernementale est erronée ». Dans cette région, il existe encore de nombreux pays qui criminalisent les journalistes ou, alors, où les journalistes peuvent être envoyés en prison à cause du travail qu'ils font.

M. White a terminé son intervention en définissant certains domaines d'initiatives et de débats internationaux et multilatéraux dans lesquels impliquer la COPEAM : sécurité et protection des journalistes ; les médias pour le développement ; qualité éditoriale et standards, éthique des journalistes et indépendance éditoriale.

Mme **Passola** a ouvert son discours en déclarant que "nous, en Méditerranée, proposons un système alternatif, un système de cultures, religions et langages différents, de façons différentes de faire ; évidemment, il s'agit d'un système plus complexe, mais plus équitable ». La question est, donc : comment faire face à cette complexité ?

Selon Mme Passola, « nous ne devons pas considérer cette complexité comme un problème mais, au contraire, avec une certaine joie. Parce que quand quelqu'un doit penser à l'Autre, alors cette personne devient incontestablement plus clairvoyante, plus tolérante, plus généreuse. Et si nous appliquons cela à notre Mer, cette partie du monde peut alors devenir plus consciente, plus dynamique et plus variée [...]. En laissant à part tous les problèmes que cela peut apporter, la mondialisation est essentiellement à faveur de ce concept de diversité. Ainsi, si nous arrivons à bien gérer cette mondialisation, cette idée de *Méditerranée* pourrait devenir un petit miroir dans lequel on regarde les autres pays et cultures ».

De quelle façon parvenir à cela en pratique ? APIMED, qui est constituée de 400 membres, « a choisi de pratiquer de façon concrète cette diversité, de cesser de parler de dialogue mais de réellement l'établir à travers la coproduction ». Cette approche concrète implique, par exemple, d'organiser des marchés ciblés – comme celui de Sitges – dans lesquels différents radio-diffuseurs sélectionnent des projets et des programmes achevés qui sont présentés par des producteurs, et les achètent.

« La coproduction est dialogue » et les coproductions sont « tout d'abord un échange de vie ». Dans les domaines de la fiction et des documentaires, il existe déjà de nombreux projets qui se concentrent sur des sujets d'intérêt. Du moment que de nombreux Arabes vivent dans des pays européens, « ce contact nous offre de riches opportunités en terme d'idées et de sujets pour faire des produits de qualité à diffuser ». C'est dans ce contexte qu'elle demande à la COPEAM de plus soutenir les producteurs à diffuser leurs programmes. D'autre part, les producteurs doivent continuer à réclamer des soutiens en faveur de leur activité. « L'audiovisuel est culture, nous

devons donc continuer à demander la protection de ce secteur pour rester libres et hors des simples logiques du marché[...]. Avec cette protection et notre sensibilité et professionnalisme, un bon travail pourrait être fait ».

En laissant la parole à la salle, s'est ouvert un débat plus approfondi sur les raisons de la difficulté de l'échange des productions du Sud vers le Nord. M. **Mehal** a insisté sur le fait que le flux de programmes est encore complètement unidirectionnel, du Nord vers le Sud.

Nous devons promouvoir la « proximité » qui existe entre les cultures méditerranéennes et organiser autour d'elles un système productif – composé de radio-diffuseurs, producteurs, scénaristes – capable de « donner une nouvelle image du Sud, de faire accepter aux peuples d'Europe et du Nord de la Méditerranée de recevoir des images provenant du Sud », brisant ainsi « ce dialogue à sens unique » et « rééquilibrant le flux [...] ». Nous produisons de la musique, des films, du théâtre et nous avons besoin que les autres connaissent mieux notre réalité sociale et culturelle et modifient les images racistes et xénophobes qu'ils ont de nous ». Pour se faire, il est nécessaire qu'il existe « une volonté partagée de travailler ensemble ».

En référence au thème de la discussion, Mme **Bahous** a souligné que la nécessité d'une stratégie à long terme doit aussi tenir compte de l'absence de support ou de volonté politique.

Il est avant tout nécessaire d'améliorer, à l'intérieur de chaque pays, une éducation appropriée, ainsi que les systèmes et les structures universitaires et de formation. C'est seulement de cette façon qu'il est possible d'être performants et autonomes dans le marché des médias et de la communication.

En plus de cela, il est nécessaire de travailler sur l'alphabétisation et l'éducation aux médias: « nos enfants regardent tous types de chaînes, d'informations, de journaux, sans comprendre les ambiguïtés, les questions de propriété et les dynamiques qui ont lieu dans les médias, etc ». « La communication n'est plus uniquement un talent ou une capacité à parler ou écrire, mais elle est devenue une discipline, un art, une science et nous devons prendre acte de cela et y travailler par le biais de notre système éducatif ». Elle a conclu en déclarant que « la plupart des personnes qui dirigent les chaînes TV se sont formées en Occident, dans les médias et dans les chaînes occidentales, avec des contenus et des produits occidentaux [...]. Maintenant nous commençons à produire nos propres formats et contenus médiatiques et à créer nos propres Institutions et structures qui sont enracinés dans nos cultures. Celle-ci est notre tâche ».